

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1768

Artikel: Crédits "subprime" : effets publics d'une crise pas seulement privée : aux Etats-Unis, les collectivités, les institutions publiques et les territoires construits payent très cher les excès du marché hypothécaire

Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012410>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Crédits «*subprime*»: effets publics d'une crise pas seulement privée

Aux Etats-Unis, les collectivités, les institutions publiques et les territoires construits payent très cher les excès du marché hypothécaire

Yvette Jaggi (16 février 2008)

A force d'avoir les yeux rivés sur les milliards perdus par UBS, sur les sourires un peu défaits de Marcel Ospel ou sur les chutes de cours boursiers en contradiction avec la croissance de l'économie réelle, on pourrait oublier que la crise des crédits hypothécaires aux Etats-Unis touche aussi les intérêts publics, outre-Atlantique Nord comme en Suisse.

Ainsi, les cantons et villes de Zurich, Bâle, Genève ou Lausanne peuvent envisager sans trop d'inquiétude une sensible diminution dès l'an prochain de leurs recettes fiscales provenant du secteur financier. Aux USA en revanche, plusieurs Etats, nombre de grandes villes et certaines institutions publiques doivent craindre pour leur avenir immédiat.

Eliot Spitzer, gouverneur de l'Etat de New York, vient de lancer un cri d'alarme et d'exprimer une angoisse que doivent aussi ressentir les autorités du Wisconsin ou du Minnesota, les municipalités de Cleveland ou de Washington, les responsables des ports de New York ou de New Jersey, les dirigeants de musées tels que le *Metropolitan* de Manhattan ou le *Young* de San Francisco. Sans oublier nombre d'universités publiques, elles aussi fort endettées.

Toutes ces collectivités et

institutions sont, indirectement mais gravement, victimes de la crise des prêts *subprime*. Leurs emprunts à long terme sont en effet assurés auprès des mêmes instituts que les fameux crédits pourris. Pour éviter que ces derniers n'entraînent les financements publics dans leur naufrage, les établissements concernés doivent prendre des mesures dans les trois à cinq jours, réclamait Eliot Spitzer jeudi dernier devant une sous-commission des finances du Congrès. En clair, les *monoliners*, ces fonds auxquels les investisseurs institutionnels payent une prime pour couvrir le risque d'éventuelles défaillances de la part des collectivités débitrices, sont placés devant une douloureuse alternative: ou bien se recapitaliser (mais qui leur fera encore confiance?) ou bien promptement séparer les *bonds* garantissant les emprunts publics du reste de leur portefeuille, composé de titres hypothécaires *subprime*, autrement dit de non valeurs nécessitant un amortissement intégral. Un tel *splitting* a d'ores et déjà été décidé par la *Financial Guaranty Insurance Company* (FGIC), laquelle garantit, ensemble avec des sociétés jusqu'ici inconnues telles MBIA ou Ambac, des émissions publiques pour 2,3 à 2,4 milliards de dollars. A noter que ces deux dernières sociétés, cotées en bourse, ne pourront suivre l'exemple de la FGIC, sous peine de s'attirer

des actions collectives de la part de leurs actionnaires.

De toute manière, le service de leur dette pèse de plus en plus lourd sur les finances des collectivités et des institutions américaines. Ainsi, la société qui exploite avec profit les (aéro)ports, les tunnels et les ponts de New York a dû accepter un intérêt de 20% sur son plus récent emprunt de 100 millions de dollars. Et le *Metropolitan Museum*, l'un des plus visités du monde, a vu son taux monter à 15%.

Mais la crise du crédit hypothécaire n'aura pas seulement provoqué les énormes dégâts financiers dont les semaines et mois à venir permettront de prendre la menaçante mesure. S'y ajouteront les effets économiques et sociaux d'une explosion du crédit à la consommation, utilisé comme coûteux substitut et moyen de financement généralisé des ménages. S'y ajouteront aussi, particulièrement graves du point de vue de l'intérêt public, les irrémédiables dommages que la dérive du crédit immobilier américain aura causés au territoire. Quand même les ménages sans revenus fixes ni fonds propres peuvent accéder à la propriété de leur logement, ils font poser à même le sol, sur des terrains à la périphérie de plus en plus lointaine des villes, de méchants volumes à habiter, d'un étage sur rez et sans cave,

avec une pelouse autour et au moins deux places de stationnement au droit de la route. Des centaines de milliers de ces bâtisses ont été construites ces dernières années, à la faveur d'un crédit de plus en plus facile. Belle contribution au mitage et au bituminage du territoire, à l'étalement urbain (*sprawling*), à l'accroissement du trafic motorisé, etc. Bref, un gâchis spatial et climatique

total.

Personne ne semble trop s'en formaliser dans le pays des grands espaces gouvernés par Georges W. Bush. Il est vrai que la politique fédérale d'aménagement du territoire semble avoir connu son apogée avec le *New Deal* des années trente du siècle dernier. Et les quelque 10'000 fonctionnaires du *Bureau of Land Management*, créé en 1946, se

contentent de gérer un bon million de kilomètres carrés appartenant à l'Etat fédéral, principalement localisés dans le centre-ouest des USA, la zone la moins peuplée de tout le pays. Les terrains sis dans les régions urbanisées, plus densément occupées, sont évidemment trop précieux pour émarger aux compétences des pouvoirs publics plutôt qu'aux lois du marché.

Pourquoi Zurich est le berceau de la droite dure helvétique

Un essai d'interprétation politique entre histoire, urbanisme et économie

Daniel Marco (13 février 2008)

Pourquoi les tenants de la droite dure dans deux grands partis nationaux, l'Union démocratique du centre (UDC) et le parti radical démocratique (PRD), sont-ils originaires du canton de Zurich? Pourquoi les courants politiques que représentent Blocher et Merz et leurs fidèles lieutenants, courants dans lesquels existent une forte composante anti-européenne primaire et, ne l'oublions pas, un fort attrait américain plutôt républicain, proviennent-ils d'un lieu assez bien délimité du territoire helvétique?

Un ami zurichois m'a soufflé le début d'une réponse: Alfred Escher (1819-1882), l'industriel et banquier zurichois, l'un des pères fondateurs de la Suisse moderne et du Crédit Suisse, surnommé le tsar de Zurich, était un manchestérien pur et dur, partisan d'un capitalisme sans frein et d'une politique de laissez-faire, d'une régulation par le seul marché, sans règle

ni droit pour le travail. Un modèle bien éloigné du capitalisme rhénan, dit social, de l'Allemagne d'après 1945.

Mais cette piste n'explique pas tout. La culture et l'histoire, fussent-elles économiques, sont des éléments importants, mais pas exclusifs. D'autant plus, qu'Alfred Escher fut contesté avec succès par le mouvement démocratique, comme le sont aujourd'hui, peut-être avec moins de réussite, les chefs de l'UDC. Il est nécessaire de ressortir des faits plus récents qui, semés dans ces terreaux, peuvent expliquer Zurich, «berceau» de la «droite dure».

Il y a une bonne dizaine d'années, Zurich se profilait comme la ville la plus importante du pays, l'agglomération principale, la métropole, au sens premier de ville-mère, de la Suisse. Elle ne semblait pas être en concurrence avec les autres

villes helvétiques, mais avec d'autres villes européennes comme Londres, Francfort, Paris ou Bruxelles. Elle devenait une ville globale, un centre international de contrôle et de décision. Ce fut alors la stratégie de l'«*Unique*» et les appellations emblématiques de *Unique Airport* pour l'aéroport de Kloten et de *Downtown Switzerland* pour la ville elle-même. Une stratégie d'où la naïveté n'était pas absente et qui manifestait sinon une arrogance, du moins une difficulté pour les Zurichois à assumer leur rôle: on ne naît pas habitant – responsable – d'une métropole, on le devient!

Mais depuis lors, quelques turbulences ont bousculé cet ambitieux projet: la faillite de Swissair, le rachat de Swiss par Lufthansa... et aujourd'hui la crise d'UBS. Certes de nombreuses autres activités et entreprises se portent bien, mais il est difficile d'être en